

“Projet : la maison des services aux publics”

FEDERATION SYNDICALE
des activités postales et
des télécommunications

25/27 rue des Envierges 75020 Paris

Tél. : 01 44 62 12 00

Fax : 01 44 62 12 34

Courriel : sudptt@sudptt.fr

Internet : www.sudptt.org

La maison de tout-tout !

**A
G
U
I
C
H
E
T
O
U
V
E
R
T**

Vià t’y pas que La Poste se rappelle que le service public existe et se propose d’être le chantre de la continuité des services et rendre leur accessibilité à la population, sur l’ensemble du territoire. Mais bien entendu les dirigeants de La Poste étourdis par le modèle économique dominant ne raseront pas gratis. Les partenaires susceptibles de s’adosser au projet seront sollicités pour déboursier le nécessaire et les usagers «le plus». Pour La Poste « *la maison des services aux publics* » est une valeur ajoutée à exploiter. Il n’y a pas de petits profits, rien que des patrons prêts à vendre le service public... Mais qui va payer ?

Maison des services... aux publics ?

Ce projet est un enjeu prioritaire selon le gouvernement et les dirigeants de La Poste pour contrer la baisse d’activité. En effet, ces derniers se sont fixés comme objectif d’atteindre d’ici

2017 les 1 000 maisons de services publics. Donc La Poste, soi-disant à l’agonie, s’est rapidement positionnée pour récupérer ce marché et offrir, en son sein, des opérateurs ou entreprises de taille à répondre aux besoins des habitants. En s’appuyant sur son

réseau de Bureaux de Poste, d’Agences Postales Communales et de Relais Poste et sur l’expérience de ce maillage, nos patrons sont en 1^{ère} ligne pour espérer décrocher la timbale. Partout où se niche une opportunité de gagner du fric, les crocs sont plantés.

Car le modèle économique proposé pour ce service public ne dépareille pas de cette politique de courses aux profits... un paradigme très éloigné d’un service rendu au public.

Une empathie au prix fort ?

Au travers de ce projet il s’agirait de réduire, soi-disant, les inégalités sociales et territoriales en proposant un maillage pertinent. Le but du «jeu» est de récupérer les

500 M€ que coûte la mission de service public non compensée par l’Etat. Ainsi le moindre m² doit être rentabilisé et profiter avant tout aux intérêts capitalistes de La Poste. Si «l’usager/client» aura un accès à des services «publics», il devra toutefois «allonger»... Une

nouvelle fiscalité locale (impôts locaux) pour avoir du lien social et de la proximité sera-elle nécessaire ?

Si ce projet peut paraître attractif à première vue parce que répondant à des besoins réels, il n’en reste pas moins qu’on passe d’une approche centrée sur l’usager à une logique clients.



Opportunité en zone rurale...

Mais pas seulement !

Bien entendu les collectivités territoriales sont sollicitées. Ainsi les dirigeants de La Poste ont déjà identifié, en collaboration avec les Commissions Départementales de Présence Postale et Territoriale, quelques 2078 (BP) sites à même de recevoir le projet. Le point de départ de la mise en place, d'une MSaP, est 24h d'ouverture hebdomadaire. Au centre du dispositif, on retrouve le/la guichetier-ère et éventuellement un/une Conseiller-ère Bancaire, si le potentiel existe. Le guichetier, en plus de ses activités postales, aura à guider

«l'usager/client» entre les îlots accaparés par les partenaires «sociaux». Les partenaires seront de niveau national (EDF, SNCF, CAF, Pôle Emploi...) et éventuellement de niveau local.

Chaque partenaire paiera La Poste pour sa prestation. Dans ce melting-pot d'activités diverses et variées le/la guichetier-ère aura également la possibilité d'effectuer des opérations financières (règlement de facture TIP...).

«Naturellement», ces MSaP sont destinées aux zones rurales, aux communes de moins de 2 000 habitants.

Mais le rapport Launay (Député PS) sur «les conditions de maintien des services publics dans les territoires» laissait en-

trevoir la possibilité d'installer des MSaP dans les zones urbaines sensibles, une aubaine pour La Poste ?

Une occasion pour les dirigeants de La Poste de revoir sa présence dans ces «zones» jugées peu rentables et partager le coût de sa mission de service public avec d'autres ... histoire d'augmenter le lucre.

SUD s'érige contre le dogme de la rentabilité tous azimuts.

SUD défend un véritable service public, large et réel !

DET de demain... encore et toujours !

Toujours autant d'opacité autour du projet DET «les clés de la réussite». Aussi peu de transparence sur ce projet cornaqué par La Banque Postale en dit long sur les finalités. La boîte ne cesse de dire que ce n'est pas un projet restructurant le maillage des bureaux de poste, leur présence territoriale et leur mission de service public. Les dirigeants, en se retranchant derrière les expérimentations en cours (13, 92, 69 Lorraine Nord, Maine Anjou), laissent libre cours à toutes les supputations et inquiétudes.

En faisant preuve d'un tel obscurantisme les dirigeants, au final, trahissent leurs véritables intentions. Le projet de développement commercial n'est pas le seul prétexte des clés de la réussite des DET. Il est bien clair que ce projet entraîne fondamentalement des fusions de Terrains/Secteurs et des réorganisations conformément à la logique de productivité liée à toutes fusions. De nombreux cadres (DETa, RC, EP) sans profil bancaire vont se retrouver sur la touche. Que retrouveront les DET de transition après leur mission... Une voie sans issue ? Quel avenir pour les Conseillers Spécialisés en Patrimoine si les Responsables Clients Particuliers deviennent responsables d'un portefeuille à tendance patrimoniale ? Des nouvelles fusions de Terrain/Secteur sont programmées sur la base de 3 à 8 Coba. De plus, avec les suppressions d'emplois à la clé (de la réussite ?) en cascade, les distances entre les bureaux vont s'accroître et le risque routier avec.

Les 5 piliers, le DET de demain, l'attractivité des bureaux de poste en zone urbaine sont autant de projet qui visent à restructurer le maillage des bureaux de poste en abandonnant leur mission de service public...

Une économie de 500 M€ est à la clé !

Déjà les rumeurs les plus folles circulent. Ainsi, selon des médias certainement bien informés, 7000 bureaux seraient dans la ligne de mire.

Pour SUD ces projets cachent un plan social qui ne dit pas son nom.

Il y a urgence à se mobiliser et s'opposer !